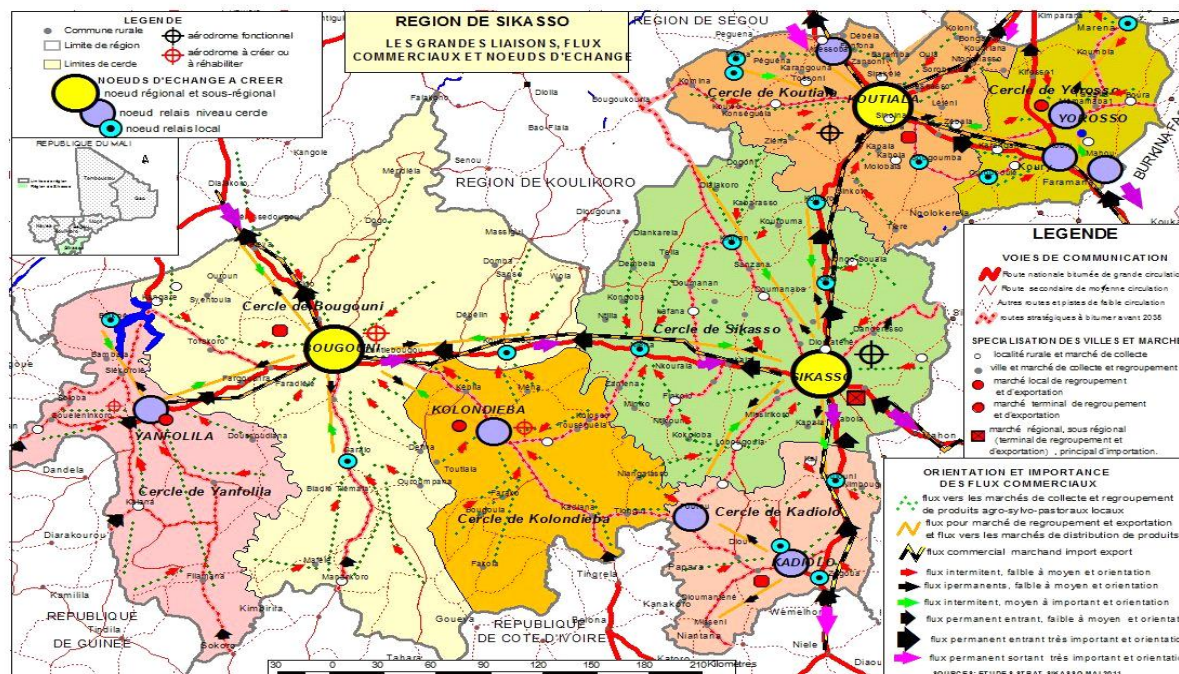


RAPPORT DE LA REVUE RÉGIONALE 2017 DU CADRE STRATÉGIQUE POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CREDD) RÉGION DE SIKASSO



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le bilan de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) de l'année 2017 dans la région de Sikasso a enregistré des résultats encourageants pour l'obtention des objectifs du CREDD 2016-2018) et de ceux du Développement Durable (ODD 2035).

La tenue de la deuxième édition des revues régionales, qui a commencé par Sikasso a permis de faire l'état des lieux, les bilans de mise en œuvre, les difficultés, les perspectives et de formuler de nouvelles recommandations pour l'année 2018.

Par rapport à la tenue de la revue, certaines difficultés ont été relevées entre autres :

(Absence de certaines structures, le délai trop court pour la collecte des informations, difficultés d'accès à certaines informations.

INTRODUCTION

La revue régionale 2017 de Sikasso qui s'est tenue les 28, 29 et 30 Avril 2018 a rassemblé l'ensemble des acteurs régionaux autour des thématiques correspondant aux orientations stratégiques décrites par le CREDD.....

Après réception du courrier (TDR) relatif à la tenue de la revue la DRPSIAP avec l'appui du Gouvernorat s'est chargé de l'organisation à travers : la mise à disposition des canevas de collecte de données auprès des structures techniques concernées,

L'invitation des acteurs au développement au niveau régional et local,

Ainsi trois jours durant l'ensemble des acteurs se sont retrouvés autour du CREDD pour des

échanges.

Des présentations et des travaux de groupes animés par les membres du niveau national, ont été suivis de débats qui ont porté sur des contributions d'amélioration, des questions de compréhension et de clarification.

Les résultats des travaux de groupes qui ont été présentés et amendés en plénière sont annexés au rapport général de la revue.

I. Présentation de la Région

Troisième Région administrative du Mali, Sikasso est située au Sud du territoire national. Elle est limitée au Nord par la Région de Ségou, au Sud par la République de Côte d'Ivoire, à l'Ouest par la République de Guinée, à l'Est par la République du Burkina Faso et au Nord-ouest par la Région de Koulikoro. Elle a une superficie de 71.790 km² soit 5,8 % du territoire national et compte 7 cercles (Sikasso, Bougouni, Kadiolo, Kolondiéba, Koutiala, Yanfolila et Yorosso) ; 3 communes urbaines (Sikasso, Bougouni, Koutiala), 144 communes rurales et 1.910 villages.

Le Sud de la Région est plus accidenté que le Nord. Le Mont Kokoum situé dans le cercle de Bougouni est le point le plus élevé à 800 m d'altitude. Le point le plus bas se trouve entre Kalédougou et Tébéré (Cercle de Yorosso) à 303 m d'altitude.

De vastes plaines inondées s'étendent du Nord au Nord-Ouest et sont propices à la culture du riz. Dans certains Cercles, des formations rocheuses souvent déchiquetées par l'érosion rompent l'uniformité du paysage. La Région de Sikasso est arrosée par cinq (05) importants cours d'eau qui sont : le Sankarani, le Bagoé, le Baoulé, le Banifing, le Wassoulou Ballé. Certains sont permanents et navigables. On note l'existence de deux lacs naturels (Katiorniba et Kambo) et des eaux souterraines alimentées par trois types de nappes (nappes aquifères, nappes artésiennes et nappes phréatiques).

La Région est peuplée de 3 434 000 habitants (2017), soit 18,2% de la population malienne. Elle est composée de Senoufou, de Minianka, de Bambara, de Peulh, etc.

Selon l'EMOP 2016, l'indice de pauvreté de la région de Sikasso est de 66,2% en 2016 contre 65,1 % en 2015, soit une augmentation de 1,1%. La profondeur de la pauvreté est de 20,8% pour la région contre 21,2 % en 2015. Quant à la sévérité, elle est de 9,0 % contre 9,3 en 2015.

II. Vision de développement de la Région

La vision est de « **faire de la Région de Sikasso, une grande mégalopole ouest-africaine dont l'économie moderne, compétitive et diversifiée, fondée surtout sur l'agroforesterie, constitue un facteur de stabilité sociale et d'ouverture vers des espaces sous-régionaux et internationaux plus dynamiques avec comme plaque tournante le nouveau district de Sikasso** ».

III. Etat des lieux de développement de la Région

Zone agro-sylvo-pastorale et halieutique par excellence, la Région de Sikasso tire l'essentiel de sa richesse du secteur primaire. Le secteur primaire (l'Agriculture, Pêche et élevage) occupe 70,1% de la population contre 7,5% pour l'industrie et 9,4% pour le service (Source DRPSIAP). L'Agriculture est basée essentiellement sur les cultures céréalières notamment le maïs, le sorgho, le mil Quant au coton il constitue la principale culture de rente. L'Elevage comme la plupart des autres activités du primaire souffre d'un manque de valorisation. La Pêche est surtout pratiquée le long des fleuves Bagoé, Bafing, Baoulé et Sankarani.

L'exploitation forestière occupe une frange importante de la population

Toutefois, l'industrie, le commerce et l'artisanat sont des secteurs importants de soutien à la production agricole. Les industries existant dans la région sont surtout les usines de transformation des produits agricoles (usines d'égrainage, huileries cotonnières, minoteries et boulangeries) et les industries minières. Le commerce occupe 13% de la population active.

IV. Synthèse des atouts et potentialités de la Région

La Région de Sikasso recèle d'énormes potentialités :

- Existence de terres favorables à l'agriculture (6 000 000 d'ha) dont 14 079 ha de bas-fonds et plaines aménagées ;
- Potentiel forestier important avec des forêts classées, des périmètres de reboisement, des réserves de faune et des zones d'intérêt cynégétique ;
- Existence d'un cheptel important et un pâturage favorable à l'élevage ;
- Existence de sites miniers dont les plus importants sont : Morfila, Kalana et des zones d'orpaillages tels : Nampala, Soumaya ;
- Initiatives et dynamisme d'un secteur privé local et de la diaspora.

V. BILAN DE MISE EN ŒUVRE 2017

AXES PREALABLES :

V.1. Axe préalable 1 : « Paix Sécurité »

Dans le domaine Prioritaire 1 « Paix, Réconciliation nationale »,

En vue d'assurer la paix et la réconciliation dans la région un certain nombre d'actions ont été menées au cours de l'année 2017:

- la mise en place des commissions de réconciliation aux niveaux régional et local,
- l'élaboration de plan d'actions et tenue des rencontres des commissions de réconciliation,
- la tenue de rencontres de médiation dans les zones transfrontalières Mali-côte d'Ivoire et Mali-Guinée,
- une mission de médiation conduite par le préfet de Bougouni pour la gestion de conflit foncier entre deux villages du cercle,
- une mission de médiation conduite par le Gouverneur dans le cercle de Yanfolila pour la gestion de conflit foncier,
- l'organisation et tenue des concertations régionales préparatoires de la conférence d'entente nationale pour la rédaction de la charte pour la paix, l'unité et la réconciliation nationale (carte PURN) et l'élaboration d'une cartographie des terroirs de la République du Mali ;

Dans le domaine Prioritaire 2 « Défense et Sécurité » les actions suivantes ont été effectuées par les forces de défense et de sécurité:

- 227 patrouilles menées par la police au cours desquelles 141 femmes et 555 hommes ont été interpellés,
- 231 dossiers ont été transmis au parquet pour diverses infractions,
- Enregistrement de 408 accidents corporels dont 12 cas mortels,
- Saisie d'environ six tonnes de stupéfiants (chanvre indien et cocaïne) d'une valeur

- estimée à un milliard de Francs CFA,
- Services de maintien et rétablissement de l'ordre public par les forces de l'ordre et de sécurité,
- Enregistrement de : 490 arrestations dont 132 crimes, 351 délits et 07 mandats de dépôt par la gendarmerie,
- Renforcement de la sécurité autour des lieux publics.

V.1.2. Axe préalable 2 « Stabilité Macro-Economique »

Dans le domaine prioritaire 3 : Economie et finances publiques

- **Cadre macro-économique**

- **Gestion des finances publiques**

Dans le domaine des Finances Publiques :

1. Direction Régionale des Impôts

Tableau 1 : Evolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Nombre de contribuables	DRI	19 896	19 859	20 204	-
Recettes recouvrées	DRI	4 278 579 214	4 477 200 586	4 811 635 030	6 633 000 000
Recettes recouvrées hors budget	DRI	1 945 087 953	2 267 264 037	2 805 559 854	-

Source : Direction régionale des Impôts

2. Direction Regionale des Domaines et du Cadastre

Les activités de la DRDC de Sikasso couvrent l'ensemble de la région de Sikasso, celles des Bureaux couvrent territorialement le Cercle de façon générale et toutes les Communes relevant du ressort du cercle.

Du 1er janvier au 31 décembre 2017, la DRDC de Sikasso a réalisé 650 589 994 millions de F CFA de recettes contre un objectif de 1 271 142 000 FC FA soit un taux de réalisation de 51,2%.

Tableau 2 : Evolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Recettes	DRDC	330 027 471	650 589 994	955 742 510	2 280 663 000
Titres créés	DRDC	631	391	1 877	-
Titres Cédés	DRDC	112	205	703	-

Source : Direction Régionale des Domaines et du cadastre

3.Direction Régionale du Controle Financier

Marchés :

Au 31/12/2017

- Le nombre de marchés traités : 65 contre 34 en 2015,
- Nombre de marchés visés : 63 contre 26 en 2015,
- Nombre de marchés rejetés : 2 contre 7 en 2015 soit un taux de rejet de 3,07% contre 23,53% en 2015,
- Le temps de traitement est de 1 560 heures,

La situation des dossiers par nature:

Au 31/12/2017

- Nombre de dossiers traités : 15 316 contre 28 486 en 2015
- Nombre de dossiers visés : 14 026 contre 24 443 en 2015
- Nombre de dossiers rejetés enregistrés : 1 290 contre 4 234 en 2016 soit un taux de rejet de 8,42% contre de 14,86% en 2015
- Engagement dossiers traités 11 635 dossiers visés 10 602 dossiers rejetés 1033 soit 6,74%
- Liquidation dossiers traités : 3265 dossiers visés 3083 dossiers rejetés 182 soit 1,19%
- Bordereaux détaillés : dossiers traités 416 dossiers visés 341 dossiers rejetés 75 soit 0,49%.

L'analyse de ces données fait ressortir la prédominance des dossiers d'engagement rejetés représente plus de la moitié des dossiers traités par la DRCF soit 6,74% tandis que les ordonnancements et les bordereaux détaillés représentent moins de la moitié des dossiers traités soit respectivement 1,19% et 0,49%.

Ce taux décroît par rapport à l'année 2015 ce qui peut s'expliquer par la compréhension de l'une des missions du contrôle financier qui est l'appui conseil. Le temps de traitement global est de 367 584 heures.

Le délai de traitement est de 24h contre 24h en 2016 donc le moyen consacré pour traiter un dossier n'a pas évolué.

La baisse du nombre de dossiers traités de 2016 à 2017 est due à l'application de l'arrêté n°2016-3224/MEF-SG du 06 septembre 2016 fixant les modalités d'application du contrôle à priori sélectif des dépenses ainsi que ses textes d'application.

En bref, le délai moyen de traitement des dossiers observé pour l'année 2015 est de 12heures et pour les deux dernières années 2016 et 2017est de 24 heures. Ce délai est une performance réelle

eu égard du nombre de dossiers reçus et traités mais aussi est conforme au délai maximum de traitement de 72 heures ouvrables, fixé par le manuel de procédure de la Direction Nationale du Contrôle Financier.

Tableau 3: Evolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Taux de rejet au contrôle financier	DRCF	14,86%	8,72%	8,42%	-
Délai moyen de traitement	DRCF	12 h	24 h	24 h	12 h

Source : Direction régionale du Contrôle Financier.

4.Douanes

Tableau 4 : Evolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence (2015)	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Recette : Emission	Douanes Sikasso	18 465 007 647	16 902 027 074	21 958 709 015	21.5 Milliards
Recette : Recouvrée	Douanes Sikasso	18 465 007 647	16 902 027 074	21 958 709 015	21.5 Milliards

Source : Direction Régionale des Douanes.

Les recettes assignées à la Direction Régionale des Douanes de Sikasso pour l'année 2017 demeurent excessives par rapport au potentiel actuel qui s'explique par :

- L'inconstance et l'arrêt brusque des domiciliations des opérations de dédouanement des importations de produits de grande consommation (riz et sucre) des Opérateurs Economiques, grands pourvoyeurs de recettes du bureau principal des douanes de Sikasso,
- La baisse du volume des importations des produits miniers ;
- Le basculement du trafic vers d'autres axes plus attractifs compte tenu de l'application stricte des mesures relatives à la réglementation sur la charge à l'essieu par les autorités Ghanéennes, Togolaises, Burkinabés et Ivoiriennes,
- La migration des principaux opérateurs de Koutiala vers d'autres bureaux,
- Le coût élevé des frais de transit de marchandises par le port d'Abidjan ;

- L'état de dégradation avancée de la route Zégoua-Sikasso,
- Le coût très élevé du transport sur les corridors du Sud (Ghana – Togo – Benin) sur Bamako.

Nonobstant tous ces facteurs tant endogènes qu'exogènes, la Direction Régionale de Sikasso espère une amélioration de la situation en 2018, suite au constat d'une reprise des activités du port d'Abidjan bien qu'encore timide.

5. Direction Régionale du Budget

Situation d'exécution du budget au 31/12/2017 :

- Crédits alloués 59 929 805 972 ;
- Crédits engagés 59 896 197 173 FCFA
- Mandats émis 59 896 197 173 FCFA soit un taux d'exécution de 99,9% ;
- Transfert des ressources financières aux CT (24,7% en 2017 et une prévision de 30% en 2018) dont 100% des salaires transférés pour l'éducation et la santé (conseil régional et conseil de cercle).

Tableau 5: Evolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Dépenses budgétaires	DRB			59 896 197 173	
Crédit alloués	DRB			59 929 805 972	
Taux de réalisation des dépenses budgétaires	DRB			99,9%	

Source : Direction Régionale du Budget.

6. Trésorerie Régionale

Tableau 6 : Evolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence (2015)	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Recette recouvrée en FCFA	Trésor	20 560 381 769	19 841 464 422	25 662 324 528	30 513 663 000
Dépenses effectuées en FCFA	TRESOR	51 192 714 751	54 034 961 755	61 373 916 439	-

Source : Trésorerie régionale

Cette situation reflète les recettes recouvrées par les Administrations Financières, les Régies de recettes, et les dépenses effectuées pour le compte du budget d'Etat.

Dans le domaine de la Micro-finance

Axe stratégique 1 « Croissance économique inclusive et durable »

Domaine Prioritaire 4 : Développement rural et Sécurité alimentaire

Développement rural :

- **Agriculture :**

La production céréalière de la campagne agricole 2017/2018 est estimée à 2 233 673 tonnes contre 2 583 318 tonnes en 2016/2017 toutes céréales confondues. Cette production est répartie comme suit : Riz 212 784 tonnes contre 345 092 tonnes; maïs 1 661 068 tonnes contre 1 906 746 tonnes en 2016/2017; Sorgho 338 371 contre 365 841 tonnes 2016/2017 ; mil 217 594 tonnes contre 125 584 tonnes en 2016/2017 et Fonio 4 010 tonnes contre 1 156 tonnes en 2016/2017.

Les superficies emblavées sont estimées à 574 390 ha en 2017 contre 456 363 ha en 2016.

Le bilan céréalier dégage un excédent de 1 077 161 tonnes en 2017 contre 1 508 407 tonnes en campagne précédente.

Tableau 7: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Volume de la campagne céréalière en tonnes	DRA	2 368 958	2 583 318	2 233 673	2 583 318
Volume de la production de coton en tonnes	DRA	362 503	412 614	454 200	477 000
Superficies emblavées en hectare (toutes céréales confondues)	DRA	-	1 010 083	1 333 225	1 375 000

Source : DRA, rapport d'activités annuel 2017.

Par ailleurs la production totale de coton est estimée à 454 200 tonnes contre 412 614 tonnes en 2016/2017. Les superficies emblavées sont de 437.610 ha.

Production estimée des plantes à Tubercules : Igname : 60 604 tonnes contre 53 185 tonnes en 2016-2017, patate douce 304 889 tonnes contre 378 769 tonnes en 2016-2017, manioc 49 338 tonnes contre 47 957 tonnes en 2016-2017, pomme de terre 11 735 tonnes contre 11 186 tonnes en 2016-2017.

Les productions légumineuses sont estimées à: 13 131 tonnes contre 22.548 tonnes en 2016/2017 pour le niébé, 66 193 tonnes contre 72 440 tonnes en 2016-2017 pour l'arachide.

Les autres productions concernent essentiellement le pois sucré: 5 617 tonnes contre 7 037 tonnes en 2016-2017, l'anacarde 93 664 tonnes contre 44 861 tonnes en 2016/2017, mangue 527 693 tonnes contre 526 991 tonnes en 2016/2017.

Les réalisations des infrastructures hydroagricoles ont connu un rythme accéléré avec 3 665,50 ha tous types d'aménagements confondus dont 3 595 ha de bas-fond et 70,50 ha de périmètre maraîcher (.par le génie rural).

- **Élevage :** En terme de production, les quantités de viande produites en 2017 s'élèvent 6 283,966 tonnes , inférieures à celles de 2016, qui sont de 6 671,21 tonnes ;

La production de lait est estimée en 2017 à 75 014,97 tonnes contre 67 210,6 tonnes en 2016, celle de cuirs et peaux en 2017 à 336 126 kg contre 321 296,5 kg en 2016 ;

Les œufs de consommation en 2017 sont estimés à 25 895 380 unités contre 23 228 352 unités en 2016.

L'embouche constitue une activité génératrice de revenus : En 2017 elle a porté sur 8 339 bovins contre 8 532 en 2016 ; 23 254 ovins contre 16 790 en 2016 ; 3 533 caprins contre 1 170 en 2016. Les exportations au cours de l'année 2017 en bovins sont de 26 190 têtes contre 26 562 têtes, en ovins 7 778 têtes contre 12 627 têtes en 2016 et en caprins 3 109 têtes en 2017.

Tableau 8: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Production de viande en tonnes	DRPIA	-	6671,21	6283,966	6598,164
Production de lait en tonnes	DRPIA	-	67 210,6	75 014,97	82516,467
Production de cuirs et peaux en Kg	DRPIA	-	321296,5	336126	352932
Production d'œufs de consommation en unités	DRPIA	-	23 228 352	25 895 380	27190149

Source : DRPIA, rapport d'activités 2017.

La baisse des quantités de viande produites en 2017 par rapport à celles de 2016, s'explique par l'insuffisance du personnel à collecter les statistiques des abattages de certaines zones de production, insuffisance des infrastructures de transformation.

En terme de santé animale, la protection sanitaire du cheptel a porté sur les vaccinations contre les principales maladies suivantes : péripneumonie contagieuses bovines(PPCB), les charbons, les pasteurelloses, la peste des petits ruminants et la maladie de new- Castle etc, effectuées par les vétérinaires du secteur public et 42 vétérinaires titulaires de mandant sanitaire.

En ce qui concerne la santé publique vétérinaire, le contrôle sanitaire des animaux à l'exportation a porté sur 79 977 bovins, 176 196 ovins, 23 549 caprins et 226 570 poulets et pintades et 223 porcs. Ces animaux ont été contrôlés en destination de la République de Côte d'Ivoire (RCI) exceptés les porcs en destination du Burkina Faso.

Les statistiques en 2017 produites sur les abattages contrôlés ont été les suivantes :

- 42 791 bovins pour un poids moyen de 4 874 284 Kg
- 45 291 ovins pour un poids moyen de 563 916 Kg
- 104 748 caprins pour un poids moyen de 1 162 035 Kg.

Tableau 9: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Nombre de têtes vaccinées	DRSV	5 526 040	6 078 040	4 692 785	6 781 187
Nombre d'abattages contrôlés en Kg	DRSV	5 715 530	5 455 926	6 600 235	6 650 000

Source : DRSV, rapport d'activités annuel 2017.

- **Pêche:** la production Halieutique réalisée en 2017 est de 7 354 Tonnes contre 8 986 Tonnes en 2016 ; celle de l'aquacole est de 500 Tonnes contre 408 Tonnes en 2016.
L'année 2017 a connu beaucoup d'activités dont :
 - ❖ L'empoissonnement de 41 sites dans la région de Sikasso ;
 - ❖ La confection de 100 bacs hors sol au bénéfice des groupements de producteurs;
 - ❖ Le lancement du projet 100 cages flottantes à Sélingué en Février 2017 ;

Tableau 10 : Évolution des indicateurs

Production	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue 2018
Halieutique ou poisson de Capture en tonnes	DRP	4 136	8 986	7 354	7 500
Aquacole ou poisson de Pisciculture en tonnes	DRP	410	408	500	550

Source : DRP, rapport d'activités 2017.

Sécurité Alimentaire :

Malgré des mauvaises récoltes enregistrées dans certaines localités (Klela dans le cercle de Sikasso, Kaï, Nimbougou, Loulouni, Kadiolo et Dioumatene dans le cercle de Kadilo) provoquant des difficultés économiques légères selon le Système d'Alerte Précoce, le bilan céréalier dégage dans l'ensemble un excédent de 1 077 161 tonnes en 2017 contre 1 508 407 tonnes pour la campagne précédente.

Dans le cadre de la sécurité alimentaire, l'OPAM a acquis au cours de l'année 2017 : 03 magasins de stockage (Sikasso, Koutiala et Koury) pour une capacité totale de 3 000 tonnes.

Domaine Prioritaire 5 : Protection de l'environnement

Dans le domaine de la protection de l'environnement, la région a produit 8 487 132 plants sur une prévision de 11 664 037 plants soit un taux de 72,76%.

Tableau 11: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Superficies reboisées en ha	DREF	16 116	14 106	13 321	23 420
Nombre de plants produits	DREF	10 223 434	9 559 826	8 487 132	11 664 034

Source : DREF, rapport d'activités 2017.

Domaine Prioritaire 6 : Développement des Infrastructures.

1.Énergie :

- Reprise des installations électriques de cinq localités rurales de la région est en cours depuis 2017.
- Production Hybride et Accès Rural à l'Électricité (PHARE) et le Projet d'Électrification Rurale par Systèmes Hybrides de 32 localités (PERSHY-32) sont en cours d'exécution et permettront l'hybridation et le renforcement de capacité de 30PCASER de la région ;
- 236 CSCOM, 52 établissements scolaires et centres d'alphabétisations et 321 ménages ont été électrifiés en 2017, par des kits solaires PV ;
- Projets de construction de centrales solaires photovoltaïques sont en cours et concernent : le projet de 50MWc de Nankoun-Diassa, 25MWc de Koutiala, 50MWc de Bougouni ;
- Études de plusieurs sites de mini-micros centrales hydroélectriques et bien d'autre site de grande capacité:
- Site de centrale hydroélectrique de Baoulé II&III : en phase d'étude,

- Sites de micros centrales hydroélectriques de Farako I & II et Woroni : les dossiers d'étude de faisabilité et d'appel d'offre ont été finalisés.

En fin 2017, les résultats issus de la collecte des données énergétiques, par la Direction Régionale de l'Énergie de Sikasso, relatifs aux indicateurs d'accès au service électrique (RIMA, Électrification Rurale, Autres projets d'électrification répertoriés par la DRE-Sik) des ménages, se présentaient comme suit :

Tableau 12 : Indicateur du secteur de l'énergie de la région de Sikasso

	Sikasso	Koutiala	Bougouni	Kadiolo	Yanfolila	Kolondiéba	Yorosso
Taux de couverture	48%	52%	37%	31%	33%	27%	22%
Taux d'électrification	13,92%	16,12%	4,81%	4,65%	3,37%	2,6%	1,21%
Taux desserte	29%	31%	13%	15%	10,2%	9 ;6%	8,7%

Source : DRE, SIE 2015, collecte de données régionales DRE-Sik, source Conseil Régional.

2. Transport

- ❖ Réalisation de port sec de la région de 2016 à 2017.
- ❖ Recettes perçues dans la production des documents : 110 800 250 FCFA en 2017
- ❖ Prévision des recettes dans la production des documents : 115 500 300 FCFA en 2018.

Tableau13 : Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Recettes perçues dans la production des documents (en FCFA)	DRTTF	100 321 500	103 706 750	110 800 250	115 500 300

Source : DRTTF/SIKASSO, rapport d'activités 2017.

L'évolution des recettes est imputable à l'augmentation du nombre de passagers et celle de la production des cartes de transports et des permis de conduire etc...

3.Equipements

✓ Entretien courant des routes en 2017

- Le coût des travaux d'entretien des routes de la région de Sikasso au titre de l'exercice 2017 est estimé à 3 628 702 368 F CFA pour un linéaire total de 1 326 kilomètres de routes dont 952 km de routes bitumées et 374 km de routes en terres.

Projets exécutés

- Projet de Construction d'un Pont de 45 m sur le fleuve Degou et ses voies d'accès, notamment la route reliant le Pont au village de Mafélé, longue de 20,5 km.

Projets en cours d'exécution.

- Projet de Construction du Pont de Kouoro-Barrage et ses voies d'accès sur la RN11 entre Sikasso et Koutiala dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS).
- Projet de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière RCI, dans le cadre du Programme d'Aménagement Routier et de Facilitation du Transport sur le Corridor Bamako-Zantiébougou-Boundiali-San Pédro (PR8).
- Projet de construction et de bitumage de la route Yanfolila- Kalana - frontière Côte

d'Ivoire (50 km)

- Projet de construction de Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) de Zégoua.

Tableau 14 : Évolution des indicateurs

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Routes bitumées		DRR			1 652	
02	Routes en terre moderne		DRR			569	
03	Pistes améliorées		DRR			1 065	
04	Pistes saisonnières		DRR			138	

Source : DRR/SIKASSO ; rapport d'activités 2017.

4. Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication(NTIC)

246 localités sont couvertes en réseau mobile dont 66 couvertes en réseau BTS 3G+ avec une connexion haut débit et 174 en 2G+.

Tableau 15 Évolution des indicateurs

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Nombre d'Émetteurs de réseau BTS		SOTELMA – MALITEL	125	196	246	

Source : Sotelma /Malitel.

Domaine Prioritaire 7 : Développement des autres secteurs de croissance

1.Mines

Les sociétés minières sont Morila SA, SOMISY, SOMIKA, NAMPALA SA, WASSOUL'OR, KOMANA et SOMIFI. Les productions en 2017 sont estimées à: 11 151,68 Kg d'or provenant de Kalana, Morila, Syama, Nampala et Wassoul'or contre 10 895, 26 Kg en 2016 (Kalana, Morila, Syama et Nampala).

Tableau 16: Évolution des indicateurs.

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	MORILA		DRGM	4 706,12	2 122,55	3 077,06	1 913,00
02	SOMIKA		DRGM	355,90	393,68	283,54	106,00
03	SOMISY		DRGM	7 845,49	7 983,80	6 383,47	6 760,83
04	NAMPALA		DRGM	77,76	395,81	1 174,29	1 065,42
05	WASSOUL'OR		DRGM	-	-	233,31	503,30
	TOTAL			12 985,26	10 895,84	11 151,68	10 348,54

Source : DRGN /Sikasso Rapport d'activités 2017.

2. Secteur Privé

3.Industrie

Cent quatre-vingt-cinq (185) entreprises industrielles et unités de transformation ont été recensées en 2017 dont : 80 boulangeries, 46 huileries, 80 unités de transformation et autres usines de fabrique de bidons et de sacs. La plupart de ces unités sont implantées dans les cercles de Sikasso, Koutiala, Bougouni et Yanfolila.

Tableau 17: Évolution des indicateurs

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Nombre d'entreprises industrielles et unités de transformation recensées		DRI	154	160	185	-

Source : DRI/Sikasso Rapport d'activités 2017.

4. Commerce

Délivrance des titres du commerce extérieur ;

Valeur des importations : **10 086 448 746 F CFA** en hausse par rapport à l'année dernière (**10 046 609 049 F CFA**), soit une différence de **39 839 697 F CFA** avec comme taux différentiel 0,39%. Les importations ont connu leur haut niveau au 3^{ème} trimestre grâce aux divers avec **1 722 519 948 F CFA** ;

Valeur des exportations : **30 057 978 201 FCFA** en hausse par rapport à celle de l'année écoulée **19 937 664 382 FCFA**, soit une différence de **10 120 313 819 FCFA** avec un taux différentiel de **33,66%**.

Tableau 18: Évolution des indicateurs

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Nombre de notes hebdomadaires élaborés		DRCC	52	52	52	52
02	Valeur des importations (en FCFA)		DRCC	8 241 207 277	10 046 609 049	10 086 448 746	
03	Valeur des Exportations (en FCFA)		DRCC	22 502 787 187	19 937 664 382	30 057 978 201	

03	Taux de réalisation des activités		DRCC	100%	100%	100%	100%
----	--	--	------	------	------	------	------

Source : DRCC/ Rapport d'activités2017.

5.Artisanat

- ✓ organisation de Foire et Rue Marchande ;
- ✓ salon International de l'Artisanat au Mali (SIAMA) où 62 artisans de la région ont participé ;
- ✓ exposition vente pendant les Festivals : à Bougouni, Yanfolila, Koutiala.

Tableau 19: Évolution des indicateurs

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Nbre de manifestations artisanales (foires, salons, semaines etc.) organisées		DRA	5	4	-	
02	Nbre d'artisans Encadrés		DRA	61	59	5	
03	Nbre d'artisans ayant participé aux manifestations		DRA	54	47	201	
	Recettes		DRA	2 479 460	2 329 950	39 867 375	

Source : DRA Rapport d'activites2017.

6.Tourisme :

- ✓ 20 établissements de tourisme Contrôlés et inspectés Dans les cercles de: Koutiala, Bougouni et Yanfolila contre 0 en 2016 ;
- ✓ 16 sites d'intérêt touristique Prospectés dans les cercles de : Koutiala, Bougouni et Yanfolila contre 0 en 2016 ;
- ✓ 21 participants au voyage touristique sur Sélingué à l'intention des scolaires et professionnels contre 16 en 2016 ;

- ✓ 110 participants à l'excursion sur Woroni et Kébéni à l'intention des scolaires et professionnels contre 85 en 2016.

Tableau 20 : Évolution des indicateurs.

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Nombre de Nuits des visiteurs dans les établissements d'hébergement de la région		DRTH-Sikasso	7 321	7 901	7 937	//

Source : DRTH/Sikasso Rapport d'activités 2017.

7. Culture

L'Association « Acte VII » a entrepris de nombreuses tournées théâtrales et musicales avec les artistes nationaux et locaux dans tous les cercles de la région.

Transferts des infrastructures culturelles et des sites patrimoniaux aux collectivités territoriales.

Tableau 21 : Évolution des indicateurs

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structures responsables	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur cible 2018
01	Salles de spectacle et associations culturelles		DRC	-	07	40	01
02	Musées		DRC	-	05	05	-
03	Bibliothèque de Lecture Publique		DRC	-	06	06	-
04	CLAC		DRC	-	04	04	01
05	Biens culturels matériels		DRC	-	31	101	10

06	Manifestations artistiques et culturelles		DRC	-	20	36	09
----	---	--	-----	---	----	----	----

Source : DRC/Sikasso, Rapport d'activités 2017.

3-AXE STRATEGIQUE 2 : « Développement social et accès équitable aux services sociaux de base »

1. Education/Alphabétisation

Taux brut de scolarisation de la région : 68,3%.

Tableau 22: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Enseignement secondaire					
Nombre d'établissements secondaires	Rapport de fermeture		183	205	232
Nombre d'élèves	Rapport de fermeture		55 115	59 703	64 291
Nombre d'enseignants	Rapport de fermeture		2 507	2 730	2 953
Taux de réussite	Rapport de fermeture		17,16	18,60	20
Enseignement Fondamental					
Nombre d'établissements d'enseignement fondamental	Rapport de fermeture		2 509	2 581	2 653
Nombre d'élèves	Rapport de fermeture		356 748	590 857	824 966
Nombre d'enseignants	Rapport de fermeture		9 984	10 784	11 584
Taux brut de scolarisation de la région			63,5%	68,3%	73,1
CDPE :					

Nombre de CDPE			350	248	350
Nombre d'enfants			16 644	15 862	16 644
Nombre d'enseignants du préscolaire			482	377	482
Enseignement spécialisé :					
Nombre d'établissements			2	3	4
Nombre d'élèves			167	145	167
Nombre d'enseignants			18	18	18
CAFÉ					
Nombre d'établissements			1	1	1
Nombre d'élèves			140	178	216
Nombre d'enseignants			5	5	5
CAF					
Nombre de centres			460	460	520
Nombre d'auditeurs			7 094	9 316	14 831
Nombre d'enseignants du non formel			460	460	520
Nombre de CED			265	249	249
Nombre d'auditeurs				1 357	
Nombre d'enseignants du non formel			265	249	249

Source : Académies d'Enseignement (rapports de fermeture 2017).

2.Création d'emplois

Tableau 23: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisations de 2016	Réalisations de 2017	Prévisions de 2018
Nombre de contrats visés	DRT		2 432	2 733	-
Nombre de placements effectués	ANPE		511	482	

Nombre d'auto-emplois créés	ANPE, APEJ, DREFP, SAVE, PNEF-		496	1 109	100 (ANPE sans les autres structures)
Nombre d'emplois temporaires	APEJ		1 215	810	
Nombre de stagiaires en formation professionnelle	APEJ		185	197	200

Source : Structures concernées en colonne.

3. Formation Professionnelle

Tableau 24: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Prévisions de 2018
Nombre d'apprenants	FAFPA, DREFP, ANPE, APEJ DRT		5 181	2 471	2 820

Source : Structures concernées.

4. Jeunesse, Sport et Citoyenneté

Tableau 25: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Valeur 2016	Valeur 2017	Valeur attendue/cible 2018
nombre de jeunes formés dans les camps de jeunesse	Rapport annuel	05	05	05	15
nombre de jeunes insérés	Rapport annuel	05	35	05	45
nombre de jeunes mobilisés dans le cadre de la journée internationale de					

la jeunesse /vacances citoyennes	Rapport annuel	1 000	1 000	1 000	3 500
Indicateur 4 : nombre de jeunes ayant fréquenté le centre de promotion des jeunes	Rapport annuel	150	211	450	900

Source : DRJS/SIKASSO, rapport d'activités 2017.

Domaine Prioritaire 9 : Développement des services sociaux de base

1.Santé/VIH/Sida

Tableau 26: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Valeur 2016	Valeur 2017	Valeur attendue/cible 2018
Nouveaux contacts par habts/an	DRS	0,44	0,42	0,45	0,52
Couverture géographique dans un rayon de 5km :	DRS	52,27	-	52	58
Taux CPNR1	DRS	80,75	69,97	70,74	84
Taux de CPNR4	DRS	15,04	23,80	17,48	40
Accouchement assisté	DRS	75,18	64,24	64,82	80
Accouchement assisté par un personnel qualifié	DRS	26,10	24,64	28,67	37
Taux de césarienne	DRS	2,30	2,48	2,75	5

Taux de malnutrition aigüe admis enfants de 0à5ans	DRS	50,53	34,1	30,23	100
Couverture vaccinale en penta3	DRS	90,43	99	93,17	98
-Couverture VAR	DRS	88,18	90	87,02	93
Couverture en MILD enfants de moins d'un an	DRS	45,36	-	59,44	90
- Couverture en MILD femmes enceintes	DRS	38,23	-	53,08	83
-%Structures disposant d'incinérateurs fonctionnels	DRS	76,64	73,56	51	187
-%Structures disposant de forages fonctionnels	DRS	47,06	51,63	51	181
Nombre de sites PTME	DRS	62	66	66	
-Nombre de femmes testées	DRS	19 034	-	31 968	25 215
Nombre de femmes séropositives	DRS	18	275	315	2 048
VIH/SIDA en rapport avec le secteur jeunesse :					

existence d'un centre de promotion des jeunes (clinique)	DRS	1	1	1	
- existence d'une radio thématique (VIH/ SIDA)	DRS	1	1	1	
- existence de troupe théâtrale (pairs éducateurs)	DRS	1	1	1	

Source : DRS/SIKASSO, rapport 2017.

2.Eau

- 532 nouveaux EPEM (07 SHVA dans les cercles de **Bougouni** ,01 avec 75 BF, **Kadiolo** 01 avec 33 BF, **Koutiala** 02 avec 90 BF, **Sikasso** 01 avec 40 BF et **Yorosso** 02 avec 158 BF);
- 34 AES/AEP avec 442 BF, 78 BP et 07SHVA par le programme PACTEA II.
- Autres acteurs (70 nouveaux PMH et 83 SHVA dans tous les cercles dont 26 PMH et 24 SHVA à **Bougouni**, 08 PMH et 3 SHVA à **Kadiolo**, 02 PMH et 08 SHVA à **Kolondiéba**, 11 PMH et 02 SHVA à **Koutiala**, 13 PMH et 18 SHVA à Sikasso, 04 PMH et 12 SHVA à **Yanfolila**, 06 PMH et 16 SHVA à **Yorosso**);
- 72 SHVA réalisés dans les centres de santé de la région par le programme UNICEF;
- 01 SHVA et 05 PMH par le projet JIKURA;
- Réalisation de 03 forages équipés de PMH dans les écoles du cercle de **Bougouni** et **Yanfolila** par BORNFONDEN;
- 52 PMH sur 90 du Budget National ont été positifs et équipés;
- Réhabilitation de 11 PMH par le projet JIKURA HELVETAS/ Swiss Inter Coopération dont 5 à **Bougouni** et 6 à **Kolondiéba**;
- Réalisation de 5 000 branchements sociaux dans le cadre du PADS-PROSEA composante hydraulique urbaine, et travaux de renforcement des villes de Sikasso et Koutiala ;
- Les centres AEP de Kadiolo, Zegoua, Nièna, Koumantou, Yanfolila, Kolondiéba, Yorosso, Koury et Mahou ont été transférés à la SOMAGEP.

Tableau 27. Nouveaux ouvrages réalisés en 2017 par cercle(EPEM)

Région	Prévu	Réalisé DNH	Réalisé Autres Acteurs	Total Réalisé	Taux Réalisé DNH	Taux Réalisation Autres Acteurs	Taux Réalisation
Bougouni	111	79	74	153	71%	67%	138%
Kadiolo	45	35	14	49	78%	31%	109%
Kolondiéba	79	52	18	70	66%	23%	89%
Koutiala	97	92	15	107	95%	15%	110%
Sikasso	103	42	49	91	41%	48%	88%
Yanfolila	55	5	28	33	9%	51%	60%
Yorosso	208	162	38	200	78%	18%	96%
Total	698	467	236	703	67%	34%	101%

Source : DRH/SIKASSO, rapport d'activités 2017.

Tableau 28 :Ouvrages réhabilités en 2017 (EPEM)

Région	Prévu	Réalisé DNH	Réalisé Autres Acteurs	Total Réalisé
Bougouni	0	0	5	5
Kadiolo	0	0	0	0
Kolondiéba	0	0	6	6
Koutiala	0	0	0	0
Sikasso	0	0	0	0
Yanfolila	0	0	0	0
Yorosso	0	0	0	0
Total	0	0	11	11

Source : DRH/SIKASSO, rapport d'activités 2017.

3.Assainissement :

- ✓ sensibilisation sur la loi 024 du 3 Juillet 2014 interdisant l'importation des déchets plastiques et son décret d'application ;
- ✓ le déclenchement de **178** villages ATPC dont **195** sont certifiés FDAL ;
- ✓ la réalisation de:
 - 2369 ml de caniveaux;
 - 3 818 latrines à dalle Sanplat;
 - 4 latrines ECOSAN
 - 630 Latrines familiales
 - latrines dans 30 écoles du cercle de Bougouni
 - 199 latrines publiques dans les centres de santé

- 27 ouvrages d'assainissement autour des points d'eau
- 100 lavoirs puisards.
- 703 EPEM ;
- 11 EPEM ;

Tableau 29: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Valeur 2016	Valeur 2017	Valeur attendue/cible 2018
Nombre de village ayant au moins un point d'eau potable (PEM)	DRH	1840	1845	1844	
Taux d'accès à l'eau potable	DRH	63%	50%	53%	

Source : DRH-Sikasso

4. Urbanisme et Habitat

Tableau 30: Évolution des indicateurs

Indicateurs	Source	Valeur de référence 2015	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Valeur attendue/cible 2018
Nombre de dossier construction autorisé	Rapport Annuel DRUH-SIK	445	311	314	650
Nombre d'accord préalable de lotissement délivré	Rapport Annuel DRUH-SIK	28	4	17	25
Nombre de d'accord définitif de lotissement délivré	Rapport Annuel DRUH-SIK	12	6	19	32
Nombre d'Étude de projet de construction	Rapport Annuel DRUH-SIK	28	55	39	70
Nombre de logements sociaux	Rapport Annuel DRUH-SIK	100	205	-	195
Autre Nombre d'infrastructures supervisés	Rapport Annuel DRUH-SIK	26	38	11	28
Nombre de dossier d'expertise immobilière	Rapport Annuel DRUH-SIK	30	14	25	30
Nombre de dossier de loyer plafond	Rapport Annuel DRUH-SIK	7	4	17	12

Source : DRH/SIKASSO, rapport d'activités 2017.

Domaine Prioritaire 10 Développement Social, Actions Humanitaires et Solidaires

1.Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

- ✓ Construction d'un Centre pour la transformation des produits locaux au quartier Banconi de Sikasso,
- ✓ Appui financier à deux (02) femmes fistuleuses pour les frais de transport et la prise en charge alimentaire ;
- ✓ Appui financier de 480 femmes pour la réalisation des Activités Génératrices de Revenus dans le Cercle de Kolondiéba ;
- ✓ 553 personnes sont informées, sensibilisées sur l'importance de l'établissement de l'acte de mariage des femmes et des actes de naissance pour les enfants et des actes de naissance pour les enfants ;
- ✓ 672 personnes influentes du cercle de Koutiala sont Informées et sensibilisées sur l'importance, les procédures de l'enregistrement des naissances et le retrait à temps des actes de naissance ;
- ✓ Les personnes influentes du cercle de Koutiala ont une connaissance sur l'importance, les procédures de l'enregistrement des naissances et le retrait à temps des actes de naissance;
- ✓ 18 quartiers de la commune urbaine de Sikasso ont été sensibilisés sur la pratique de l'excision et le mariage des enfants et leurs conséquences néfastes sur la santé et le bien-être des filles et des femmes afin d'influencer à moyen et long terme les attitudes et pratiques des communautés en faveur de l'abandon de la pratique de l'excision et l'élimination des mariages d'enfants ;
- ✓ 10 enfants âgés de 02 à 15 ans en rupture de famille sont identifiés, réunifiés avec leur famille et réinsérés dans des activités génératrices de revenus ou scolarisés ;
- ✓ 320 adolescents et jeunes (y compris des garçons et jeunes hommes « lui pour elle") dans 20 centres SONU des Districts Sanitaires de Bougouni, Koutiala et Sikasso ont été suffisamment éduqués sur la planification Familiale afin qu'ils utilisent les services de santé en vue d'améliorer leur état de santé sexuelle;
- ✓ 430 femmes y compris les jeunes filles auprès des 20 centres SONU des DS de Bougouni, Koutiala et Sikasso sont suffisamment informés et sensibilisés sur les conséquences des violences basées sur le genre en santé de la reproduction, sur le référencement vers les centres de santé ;
- ✓ Nomination d'une femme comme chef service local de développement social et de l'économie solidaire à Bougouni.
- ✓ 827 dont 165 hommes et 662 femmes des 20 centres SONU de Koutiala, de Bougouni et Sikasso sont suffisamment informés et sensibilisés sur genre et santé de la reproduction (Planification Familiale, Consultation Pré- Natale recentré/Consultation Post-natale au cours de la célébration du 31 juillet, Journée Panafricaine des Femmes.

Tableau 31: Évolution des indicateurs

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Valeur 2016	Valeur 2017	Valeur attendue/cible 2018
--------------------------	--------	--------------------------	-------------	-------------	----------------------------

Nombre de femmes conseillères communales	DRPFEF	192	548	548	-
Nombre de femmes Maires	DRPFEF	01	02	02	
Nombre de Femme Députée...	DRPFEF	01	01	01	6

Source : DRPFEF/SIKASSO, rapport d'activités 2017.

2. Protection Sociale, Economie Sociale et Solidaire et Solidarite et Actions Humanitaires

Tableau 32: Évolution des indicateurs

Évolution des indicateurs	Sources	Valeur de référence 2015		Valeur de référence 2016	Valeur de référence 2017	Valeur attendue /2018
	Protection sociale et économie sociale et solidaire Solidarité et actions humanitaires					
Nombre de mutuelles de santé Agréés	Rapport annuel DRD-SES			33	35	35
Nombre de mutuelles de santé agréées	Rapport annuel crocep			30	32	47
Nombre de Communes Bénéficiant de mutuelles de santé	Rapports annuels crocep			25	32	47
Nombre d’adhérents des mutuelles de santé	Annuaire statistique 2017			9 753	8825	21 900
Nombre de bénéficiaires de mutuelles de santé	Rapports annuels crocep			30 668	43 942	368 197
Bénéficiaire des Prestation des mutuelles de santé	Rapports annuels crocep			17 229	13 715	59 695
Personnel employé par les mutuelles de santé	Rapports annuels crocep			17	17	47
Taux de couverture des populations en mutuelles de santé	Rapport annuel, rapport bilan C 2016			1,06%	4%	8,13%
Nombre de membres de mutuelles formés	Rapports annuels crocep			178	134	373

Nombre de personnes couvertes par les institutions de sécurité sociale	Rapports annuels crocep			28 978	93 393	171 149
Nombre de bénéficiaires de l'AMO servis (ayant bénéficié de consultation)	Rapports annuels crocep			17 229	70 204	64 355
Nombre de bénéficiaires du RAMED servis (ayant bénéficié de consultation)	Rapports annuels crocep			86 010	2 888	45 914
Nombre de bénéficiaires de mutuelles de santé servis (ayant bénéficié de consultation)	Rapports annuels crocep			15 255	35 223	61 718
Nombre d'ASACO dans la région	Rapports annuels			238	237	265
Nombre d'ASACO fonctionnelles	Rapports annuels			231	237	245
Nombre d'ASACO ayant signé la CAM	Rapports annuels			195	195	200
ASACO présidées par des femmes	Rapports annuels			3	3	5
Femmes dans les organes de gestion des ASACO	Rapports annuels			211	211	300
ASACO avec 30% des femmes dans les organes de gestion	Rapports annuels			66	66	80
Nombre de comité paritaires mis en place	Rapports annuels			171	158	190
Nombre de comité paritaires fonctionnels	Rapports annuels			19	91	120
Approches communautaires à réaliser	Rapports annuels			22	27	41
Sites ASC fonctionnels	Rapports annuels			662	619	684
Nombre de nouveaux ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.	Rapport annuel drdses crocep			-	1 001	-
Nombre de bénéficiaires du programme filets sociaux jigisem-jiri	Rapport annuel DRD-SES			-	30 411	-

Nombre de ménages ayant bénéficié du transfert monétaire	Rapport annuel DRD-SES			15 946	-	-
Nombre de personnes immatriculées RAMED	Rapport annuel DRD-SES			-	28 715	-
Nombre de bénéficiaire du RAMED enregistrés	Rapport annuel DRD-SES	-		8 456	17 106	14 494
Nombre de récépissés délivrés dans le cadre du RAMED	Rapports annuels crocep			1 892	11 821	28 715
Nombre de personnes prises en charge	Rapports annuels crocep			-	3 085	-
Nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire	Rapports annuels crocep			-	23 419	-
Nombre de Personnes démunies prise en charge médicalement	Rapports annuels crocep			2 521	1 750	4 935
Personnes âgées à prendre en charge médicalement	Rapports annuels crocep			565	304	1 493
Personnes âgées prises en charge médicalement	Rapport annuel			-	304	-
Demande de personnes âgées satisfaites	Rapport annuel			-	325	
Nombre de demande de secours satisfaites	Rapport annuel DRDSES			207	387	485
Nombre de personnes handicapées appareillées	Rapport annuel			44	42	255
Nombre personnes handicapées réinsérées	Rapport annuel DRD-SES			43	21	125
Personnes vulnérables réinsérées	Rapport annuel			78	1 821	1 920
Femmes seules chargées de famille assistées/suivies	Rapport annuel DRD-SES			563	563	477
Personnes ayant bénéficié de distribution gratuite de non vivres	Rapport annuel crocep			7 216	1589	8 305

Personnes ayant bénéficié de distribution gratuite de non vivres	Rapport annuel crocep			751	1638	790
Personnes en détresse victimes d'incendies enregistrées	Rapport annuel crocep			21	15	176
Personnes en détresse victimes d'incendies réinsérées	Rapport annuel crocep			0	1	72
Personnes en détresse victimes d'inondations enregistrées	Rapport annuel crocep			3 922	711	2101
Personnes en détresse victimes d'inondations réinsérées	Rapport annuel crocep			110	711	473
Personnes en détresse déplacées enregistrées	Rapport annuel crocep			55	4	312
Personnes en détresse déplacées suivies	Rapport annuel crocep			54	0	282
Personnes en détresse victimes d'autres catastrophes enregistrées	Rapport annuel crocep			13	23	353
Personnes en détresse victimes d'autres catastrophes suivies	Rapport annuel crocep			2	16	295
Nombre d'AGR en faveur des femmes seules chargées de familles démunies	Rapport annuel			158	158	175
Sociétés coopératives immatriculées en cumulatif (conforme à l'acte uniforme de l'OHADA)	Rapport annuel crocep			2 625	3 322	3 090
Nombre d'emploi créés par les sociétés coopératives	Rapport annuel crocep			48	212	124
Nombre d'Adhérents des sociétés coopératives	Rapport annuel crocep			39 810	228 400	262 438
Nombre de sociétés coopératives conformes à l'acte Uniforme de l'OHADA fonctionnel	Rapports annuels crocep			2 189	3 322	3 100

Membres de sociétés coopératives formés	Rapports annuels crocep			286	158	2255
Nombre d'emploi créés par les sociétés coopératives	Rapport annuel crocep			16	33	-
Pourcentage de sociétés coopératives conformes à l'acte uniforme de l'OHADA suivies contrôlées	Rapport annuel crocep			36,35%	32,11%	55,02%
Pourcentage de sociétés coopératives conformes à l'acte uniforme de l'OHADA fonctionnelles	Rapport annuel crocep			58,23%	83,39%	69,45%

Source : DRDSES/CROCEP.

AXE STRATEGIQUE 3 : « Développement institutionnel et Gouvernance »

Domaine Prioritaire 11 : Transparence, élaboration et coordination des politiques publiques.

Dans ce domaine les réalisations ont porté sur :

- l'organisation de la revue régionale 2016 du CREDD 2016-2018 ;
- la tenue des différents sessions du Comité régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des actions de Développement (CROCSAD) ;
- le suivi des projets de population ;
- l'organisation du débat public autour du rapport de suivi et d'analyse budgétaire du conseil régional ;
- l'élaboration des rapports trimestriels du programme d'Appui à la réforme Administrative et à la Décentralisation (PRAD) ;
- la formation des acteurs de la commande publique de la région sur le processus national de passation, d'exécution, de contrôle et de règlement des marchés publics ;
- la restitution publique du pôle de Sikasso ;
- Dissémination du document de la politique nationale de communication pour le Développement (PNCD).

Dans le domaine 12 : Décentralisation et du développement institutionnel

En matière de décentralisation et de développement institutionnel, entre autres réalisations nous pouvons citer :

- la construction d'une pension par le Conseil régional ;

- la construction d'un magasin pour l'archivage au profit de la Direction Régionale des Impôts ;
- la construction et équipement d'une salle d'archives au Conseil de Cercle de Bougouni ;
- l'organisation du debat public organisé en prélude à l'adoption du budget primitif 2018 du Conseil régional ;
- l'organistion d'échanges avec le collectivités territorilaes de la région de Sikasso sur l'harmonisation des outils de planification de PDSEC et l'identification des besoins d'appuis des collectivités territoriales ;
- l'organisation d'une concertation entre le Conseil régional et les projet/programmes opérant dans la région ;
- la formation des secrétaires généraux des communes sur l'intégration des variables démographiques dans les Plans de Développement Economique Social et Culturel (PDSEC).

Tableau 33 :

Intitulé de l'indicateur	Source	Valeur de référence 2015	Valeur 2016	Valeur 2017	Valeur attendue/cible 2018
Taux de transfert des recettes budgétaires aux CT	DRB	15,3%	16,2%	24,6%	30%
Nombre de contrat Plan Etat-Région de Sikasso	Gouvernorat		1	0	0

Source : Gouvernorat/DRB.

Dans le domaine 13 : Relations internationales

Dans le cadre de la coopération Bilatérale entre la République du Mali, la Suisse, le Danemark et l'Union Européenne, le Conseil Régional de Sikasso bénéficie des appuis techniques et financiers à deux niveaux.

- Niveau institutionnel (renforcement des capacités des élus et personnel des collectivités, la dotation en matériels, etc.) ;
- Niveau Développement Economique Régional (Réhabilitation des pistes, aménagement hydro-agricole, appui au secteur privé pour les unités de transformation agro-alimentaire, etc.).

Quant à la coopération décentralisée et transfrontalière le Conseil Régional a signé un accord de coopération avec la région de CASCADE au Burkina Faso dans le domaine des pistes et des aménagements hydro-agricoles.

Le Conseil de Sikasso a également signé un accord de coopération décentralisée et transfrontalière avec la région de BAGOUE en République de Côte d'Ivoire pour la mise en œuvre d'un projet d'apiculture associé à la culture de l'anacarde.

Dans le domaine de la coopération décentralisée le Conseil Régional de Sikasso a signé un coopération avec la ville de RIGAUD au CANADA pour la mise en place d'un Centre de Développement Economique Local (CDEL) qui a pour missions d'écoute, de conseil et lien entre les porteurs de projet).

Le Conseil Régional est dans l'inter collectivité SKBO, Sikasso(Mali), Korhogo (RCI) et Bobo Dioulasso (Burkina-Faso) pour des Espaces Economiques Partagés (EEP).

L'organisation de la cérémonie de la 8^{ème} édition du Festival International du Triangle du Balafon.

• **Principales contraintes de développement de la Région**

Les problèmes fondamentaux auxquels la région est confrontée sont entre autres :

1. insuffisance d'aménagements agro-sylvo- pastoraux et piscicoles ;
2. insuffisance d'unités de transformation, conservation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux ;
3. enclavement intérieur et extérieur des cercles ;
4. faible couverture en TIC ;
5. insuffisance de personnel qualifié dans tous les domaines ;
6. faible mécanisation de l'agriculture ;
7. insuffisance de sources d'énergie/couverture en électricité ;
8. insuffisance d'infrastructures sociales ;
9. surexploitation, mauvaise gestion, dégradation des ressources naturelles ;
10. difficultés d'accès au crédit.

• **Opportunités de développement Régional**

1. position géographique favorable au développement ;
2. stabilité socio-économique de la région;
3. désenclavement intérieur et ouverture sur l'extérieur ;
4. conditions climatiques favorables à l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie ;
5. fort dynamisme de la diaspora ;
6. présence de colonies étrangères de diverses nationalités ;
7. présence de nombreux gisements de minéraux précieux ;
8. diversité ethnique et culturelle.

- **Priorités de la Région**

1. promotion d'une gestion durable des ressources naturelles ;
2. renforcement des capacités humaines par un plus grand accès aux services sociaux de base ;
3. promotion d'une économie régionale performante ;
4. amélioration des couvertures des réseaux, des infrastructures et des équipements dans l'espace régional ;
5. structuration de l'organisation et le fonctionnement de l'espace régional pour assurer des relations équilibrées entre les villes et campagnes ;
6. construction et équipement de l'université de Sikasso ;
7. désenclavement des zones de production ;
8. développement de la formation qualifiante et diplômante ;
9. renforcement du plateau technique de l'hôpital de Sikasso et des CSRéf des districts sanitaires ;
10. sensibilisation et diffusion des modalités d'accès au RAMED ;
11. développement de la destination touristique et culturelle de la Région ;
12. équipement de la maison des artisans de Sikasso ;
13. renforcement de la coopération transfrontalière ;
14. élaboration et mise en œuvre d'un plan régional de l'énergie.

- **Recommandations et orientations spécifiques régionales à prendre en compte**

- le renforcement des capacités des acteurs de développement régional et local (Collectivités Territoriales, Services Techniques, bureau d'études etc...) sur l'intégration des ODD dans les documents de planification (PDSC, etc...) ;
- l'implication de la CT-CSLP et d'autres structures nationales (DNPd, DNAT, DNP ...) dans les cadres et instances de réflexion au niveau régional pour promouvoir la mise en cohérence des Programmes et stratégies de développement ;
- la promotion des pôles de développement basée sur les opportunités économiques et les avantages comparatives du territoire ;
- la prise en compte du capital humain dans la vision régionale énoncée dans le SRAT ;
- le renforcement continu des capacités régionales de planification et de suivi-évaluation pour une gestion stratégique des ressources et du développement ;
- la responsabilisation de la jeunesse par rapport au dividende démographique ;
- l'organisation de caravanes de sensibilisation pour le Changement Social et de Comportement en faveur de la SR/PF, de l'autonomisation des filles et des femmes ;
- l'envoi des canevas aux services techniques au moins un mois avant la tenue de la revue ;
- le soutien et l'accompagnement du secteur de l'artisanat ;
- la désignation et la formation d'un point focal au niveau des structures techniques ;
- la matérialisation des frontières de la région avec la Côte d'Ivoire et la Guinée ;